

د/ فارس بوباكور

أستاذ محاضر - كلية العلوم الاقتصادية و علوم التسيير

جامعة الحاج لخضر - باتنة -

La mondialisation et la problématique Nord /Sud : De l'ajustement structurel au co-développement

Par : Farès BOUBAKOUR

Maître de conférences

Faculté des sciences économiques

Université Hadj Lakhdar - Batna

1- Les enjeux de la mondialisation :

La mondialisation semble être un phénomène irréversible en ce sens que les technologies d'information et de communication ont éliminé les distances : c'est le village planétaire, c'est l'ubiquité des décideurs, etc. La mondialisation telle qu'elle pourrait être appréhendée actuellement, peut être vue sous plusieurs facettes : politique, économique, technologique, culturelle, etc. Mais, la mondialisation se présente surtout en tant que mondialisation de l'économie. La montée en force du dogme libéral, conséquence en bonne partie de la chute du mur de Berlin, la transnationalisation des firmes, l'essor des nouvelles technologies d'information et de communication ayant pour corollaire, entre autres, une globalisation financière, etc., sont autant de facteurs qui ont favorisé un renouveau du phénomène de la mondialisation.

Au regard des faits, cette mondialisation ne semble pas être une dynamique spontanée. Elle est surtout une résultante de différents enjeux : intérêts économique et financier des firmes transnationales et plus globalement, une main mise et une hégémonie des plus riches sur les plus pauvres. Les fusions-acquisitions d'entreprises, le phénomène

de délocalisation et les intégrations régionales ne sont finalement que des tentatives pour prévenir ou renforcer les situations, c'est selon. En plus, et d'une manière globale, la montée en puissance des entreprises multinationales et la tendance au moins d'Etat doivent être considérées en tenant compte de l'apparition et de la commercialisation des organismes génétiquement modifiés (OGM), du bœuf aux hormones, de l'ESB et de la fièvre aphteuse, symboles du productivisme aboutissant du coup à la mise en concurrence des Hommes et à la rupture des équilibres naturels, voire à la perversion de la nature et ce, avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir. Plus largement encore, la mondialisation doit être aussi appréciée par rapport à la dégradation continue de l'environnement et à la destruction du cadre de vie : pollution et effet de serre... Enfin, et c'est le plus grave, ces considérations, de plus en plus nombreuses, constituent des terrains d'affrontement où il est légitime de s'interroger si un Etat mondial ou supranational serait-il à même d'en assurer la régulation ?

Dans le domaine de la finance, la forme la plus accomplie de la déréglementation, on parle déjà de globalisation financière. Toutes les places financières du monde sont interconnectées en réseaux. C'est ce qui a comblé largement *l'hypothèse de la circulation parfaite de l'information* du modèle classique de marché de concurrence pure et parfaite. Les transactions sont désormais instantanées. Mais en revanche, les marchés sont devenus plus réactifs et au bout, plus volatils. Des milliers de milliards de dollars transitent quotidiennement par les places financières internationales sans que les Etats nationaux ne puissent effectuer un quelconque contrôle de change, pire, même pas un droit de regard. De surcroît, naquit une économie de spéculation, une économie de l'irréel et au bout, l'apparition d'une bulle spéculative ... D'où justement la fragilité du système financier à l'échelle globale : le Krach de 1987 et les crises mexicaine et asiatique, plus récemment, sont là pour en témoigner. Ceci rend d'actualité la taxe *Tobin*.

2- La mondialisation de l'économie : vers un libéralisme généralisé sans « Etat » d'âme...

Le libéralisme économique implique le moins d'Etat. Ceci s'est traduit partout par un démantèlement des secteurs publics¹ et par la privatisation des services publics : télécommunication, énergie, transports, etc. Demain, peut-être, la santé et l'éducation² ? La fonction publique est accusée de *faire de la mauvaise graisse*. La dérégulation est devenue le maître mot. Les logiques du Marché et de la libéralisation sont aujourd'hui les logiques que suggèrent, voire exigent les institutions internationales (FMI, Banque Mondiale, OMC, etc.), à travers traités, accords et pour les plus récalcitrants, par le biais de P.A.S (Programmes d'ajustement structurel) et ce, tout en leur miroitant, dans la foulée, gains et prospérité

Les pressions sont exercées principalement par le FMI, l'OMC, mais aussi par l'OCDE, la Banque Mondiale, la Commission Européenne, etc. Les tentatives se poursuivent pour éliminer ce qui reste du Service public (qui se réduit, de jour en jour, en peau de chagrin) et mettre fin définitivement aux systèmes publics de protection sociale. Certes, des résistances existent, mais auront-elles suffisamment de force pour arrêter la machine infernale du tout Marché ? En France, par exemple, pays à tradition de Service public, la Commission Européenne tente d'introduire le concept de *Service Universel* en remplacement de celui de *Service Public*. La nuance y est de taille. Enfin, pour les multinationales, la grande victoire qu'ont failli avoir ces dernières sur l'Etat-nation semble être la tentative d'introduction de l'Accord Multilatéral d'Investissement (AMI).

¹ Cette privatisation et au bout l'ébranlement des monopoles naturels se trouvent confortés aussi, il est vrai, par une modification des conditions de la production, car auparavant les investissements étaient si lourds, donc rentables à long terme, que l'Etat devait les prendre en charge. En parallèle, ce phénomène montre aussi l'évolution mais surtout le gigantisme atteint par les entreprises devenues transnationales.

² Lire Susan GEORGE et Ellen GOULD : « Pour livrer la santé et l'éducation aux transnationales. Libéraliser, sans avoir l'air d'y toucher ». Le Monde diplomatique. Juillet 2000. Page 3.

Aux yeux des néolibéraux, l'Etat est devenu responsable de tous les maux. Il serait responsable de la crise, la *stagflation*, qui sévit à l'échelle mondiale depuis 1973. Selon cette logique, l'Etat engendrerait inflation, désinvestissement et chômage : inflation générée par des dépenses d'une administration improductive et parasitaire mais aussi désinvestissement par une ponction d'impôt de plus en plus importante synthétisée par la célèbre courbe de *Laffer*. Le manque de flexibilité du travail (les droits du travailleur, SMIG) et la politique sociale (système de protection sociale, RMI) sont considérés comme éléments générateurs du chômage car, ils encourageraient à la paresse et limiteraient énormément la marge de manœuvre des employeurs...

On vit une époque où l'on veut bannir l'Etat. Or, il y a pourtant une quarantaine d'années, à peine, on disait le contraire de tout ce que l'on développe aujourd'hui. En ces temps là, les trente glorieuses, *l'Etat doit stimuler la demande globale*, disait-on. Changement de paradigme : l'heure est maintenant à la régulation par l'offre où l'Etat, de par son intervention, compromettrait le dynamisme économique ! Cette situation constitue vraiment un paradoxe puisque la période où l'on a atteint des niveaux de croissance inégalés, et de par le monde, c'est bien celle où justement l'Etat était présent et fortement.

Le paradoxe trouve vraisemblablement son explication dans le fait que les pays les plus industrialisés arrivent plutôt au plein emploi et l'objectif devient dès lors l'élargissement des Marchés pour arriver à un Marché unique et libre à l'échelle globale et de surcroît sans Etats... A terme, il est question de restreindre les fonctions de l'Etat. Restreindre les fonctions de l'Etat et non pas éliminer l'Etat car, un *Etat fort* doit subsister pour garantir la stabilité nécessaire à l'épanouissement du capital et ne doit être, en aucun cas, un frein à son expansion. Si rien n'est fait, tout l'enjeu de la mondialisation d'aujourd'hui sera finalement la répartition des richesses, à qui prendrait plus que l'autre.

3- Les pays du Sud entre ajustement structurel et bonne gouvernance

...

Dans la foulée de la mondialisation, certains indices permettent déjà de se rendre compte que le fossé tend à s'élargir entre un Nord, plus

riche, et un Sud de plus en plus pauvre. Et la mondialisation, telle qu'elle semble se construire à l'heure actuelle est à même d'amplifier fortement ces inégalités. D'autre part, la mondialisation semble aussi devenir aujourd'hui le cadre général d'analyse des rapport Nord-Sud. Et il est ainsi *fortement recommandé* aux pays du Sud de s'intégrer dans la mondialisation sans quoi ces derniers resteront en marge. Cette intégration est censée se faire à travers une *convergence* en termes de libéralisation des marchés, de privatisation des entreprises et des services publics, etc.

Sur ce dernier point, il est opportun de s'attarder sur le rôle joué par les institutions internationales notamment Le FMI, dans la tentative de la généralisation du libéralisme économique, considéré comme la voie royale pour s'intégrer à la mondialisation.

Dans notre présent papier, nous allons insister tout particulièrement sur le programme d'ajustement structurel du FMI. La mission originelle du FMI a été au départ d'aider les différents Etats membres à maintenir la fixité des taux de change mais aussi de *réguler les caprices* de leur balance de payement. Le FMI fut sollicité à un moment par les G7 pour *tirer d'affaire* les pays endettés, en cessation de payement. Le FMI, *enfant de Keynes* pourtant, géant de la finance à l'échelle globale, s'est mis à encaisser la dette pour le compte des créanciers tout en octroyant des prêts pour le payement de la dette³ (à savoir qu'il ne s'agit là que d'un argent fictif que les pays endettés n'ont jamais touché). Au bout, le FMI, lui même, se mettait à exiger le remboursement de ses propres dettes. Et c'est le début du diktat... *Stand-by* ou *facilités élargies*, les mesures déferlent à un rythme insoutenable : restrictions budgétaires, dévaluation de la monnaie, élimination des subventions, libéralisation du commerce extérieur, redressement des finances publiques, fermeture des entreprises d'Etat, programmes d'assainissement et... privatisation. En parallèle, on incite à la privatisation du système bancaire et à la libéralisation des marchés financiers.

³ Lire Michel CHOSSUDOVSKY : « *Les ruineux entêtements du Fonds Monétaire International* ». Le Monde diplomatique. Septembre 1992. Paris. P28-29

Les conséquences de la thérapie du FMI ne tardent pas à se manifester : des économies, déjà précaires, détruites en très peu de temps, faillite d'importants secteurs et élévation des taux chômage à des niveaux sans précédent. La dévaluation et l'élimination des subventions entraînent une baisse rapide du pouvoir d'achat et, c'est l'effondrement des niveaux de vie... La plupart des pays ayant subi un ajustement structurel ont sombré dans la pauvreté et la misère et la croissance, tant attendue, n'était pas au rendez-vous. A ce propos, le cas de la Russie reste quand même un cas d'école.

Culpabilisé peut-être par les résultats catastrophiques, compte tenu de la réaction de l'opinion publique internationale, le FMI suggéra la mise en place du *filet social*. Les prêts ont été dès lors conditionnés par la mise en place de dispositions devant permettre d'amortir les effets néfastes de *l'opération* mais rien n'arrêta l'hémorragie... Conclusion : le Tiers-Monde est plus pauvre qu'avant, a payé plusieurs fois sa dette, et reste toujours endetté et davantage !

Face à la déroute provoquée par le PAS, sur laquelle s'accordent la plupart des observateurs, les défenseurs du programme expliquent que cet échec est dû à des facteurs tels que *l'ignorance, le manque de volonté politique, la faiblesse des institutions, la corruption, etc.* On préconisa alors : *des gouvernements honnêtes, un système judiciaire impartial, des fonctionnaires bien formés et bien rémunérés, des mécanismes de régulation transparents, etc.* « Le problème », comme cela a été si bien écrit par M. NAIM⁴, « *c'est qu'un pays capable de remplir ces critères très stricts est déjà un pays développé !* ».

Aujourd'hui, ce n'est un secret pour personne que tous les prêts que consentait le FMI étaient subordonnés à l'application de politiques inspirées du « *Consensus de Washington* ». Ce consensus est une vaste opération ayant pour finalité la promotion et la généralisation du libéralisme économique en tant qu'idéologie dominante jugée comme ayant fait ses preuves, et tout particulièrement depuis 1989 où elle a eu le vent fortement en poupe. Ce consensus, bien évidemment, de par les principes mêmes qui le guident, fait l'apologie du Marché et du strict minimum d'Etat. La démarche est considérée sans faille par ses

⁴ Moisés NAIM : « *Avatars du « consensus de Washington* ». In : Le Monde diplomatique. Mars 2000. Page 20.

promoteurs. Elle est même censée permettre aux pays qui les appliquent de sortir du sous-développement !

Avec recul, on se rend compte que les instances internationales, et depuis une cinquantaine d'années, n'ont pas cessé de formuler des politiques de développement à travers différents concepts qui deviennent rapidement très en vogue et qu'on invente selon les besoins et les circonstances : « *réduction de la pauvreté* », *ajustement structurel* », « *développement durable* », « *bonne gouvernance* »⁵. Au delà de la terminologie et des visions qui se sont succédées, nul réconfort n'est à souligner pour les pays du Sud. L'échec constaté à chaque fois démontre qu'au fond, on ne sait pas trop ni quoi faire, ni quoi préconiser ! Vu de cet angle, le programme d'ajustement du FMI peut être décrit comme une sorte d'*économie expérimentale*, appliquée de surcroît aux pays les pauvres de la planète... Néanmoins, d'un point de vue stratégique, tout va pour le mieux pour les néolibéraux : l'opération d'ouverture des économies étant faite, pour les plus récalcitrants à travers *l'ajustement structurel*, on est passé aux *développement durable* et à la *bonne gouvernance* : doux euphémismes pour mieux *mondialiser*, il est vrai, mais aussi, il faut le souligner, pour le cas de *la bonne gouvernance*, c'est une façon pour justifier et expliquer l'échec du PAS.

Plus globalement maintenant, le bilan de deux décennies de PAS étant fait, on se rend compte, après coup, que le programme d'ajustement structurel n'est finalement qu'un dispositif qui s'intègre parfaitement à la dynamique de la mondialisation qui est en train de se mettre en place. On est tenté de dire que le P.A.S n'est en fin de compte qu'un *passe-passe* au service de la mondialisation.

Au bout du compte, le PAS s'avère tout simplement un instrument de réformes et de changement sous la contrainte : ainsi pour les pays ayant eu jusque là une économie dirigée, où l'Etat jouait un rôle économique et social important, le PAS fut pour eux un passage à l'économie de marché mais...*au forceps*. Le FMI, qui, au départ, devait aider à régler le problème de la dette des pays du Tiers-Monde,

⁵ Lire NICOLAS GUILHOT : « *D'une vérité à l'autre, les politiques de la Banque mondiale* ». Monde diplomatique, septembre 2000. PP20-21.

à travers son PAS, a finalement mené un large programme qui n'a d'objectif que la promotion et la généralisation de l'idéologie libérale, qui commence de nos jours à être fortement remise en cause.

4. La mondialisation : est-ce la grande désillusion ?

Au regard des nombreux écrits sur la mondialisation, celle-ci semble même constituer aujourd'hui le cadre général d'analyse des rapports Nord-Sud. Les enjeux se font aussi dans les enceintes internationales notamment au FMI et à l'OMC. Malheureusement, il est connu que là la représentation des pays du Sud y est mal assurée. En effet, ce n'est pas tant leur nombre dans l'absolu mais, les pays du Tiers-Monde ne disposent pas de capacités d'expertise, de compétences voire même d'informations à même de leur permettre d'avoir des visions justes et pertinentes lors des négociations. N'étant pas, à l'évidence, une dynamique spontanée, la mondialisation libérale est voulue par les plus riches, car ces derniers disposent d'une *machine économique* à même de les rendre persuadés d'être les gagnants dans un marché mondialisé. Au fond, c'est aussi simple que cela...

Le cheval de bataille de la mondialisation est le libéralisme économique. Mais là, il n'est pas évident que la libéralisation et la privatisation des activités constituent des préalables au développement comme pourraient le prétendre le FMI ou l'OMC. Pour preuves, de nombreux pays ont subi des ravages à la suite des plans d'ajustement structurel et sur un autre plan, jusqu'à l'heure actuelle des politiques protectionnistes franches ou déguisées existent même au sein des pays les plus libéraux après avoir été, durant de longues années, l'essentiel de toutes les politiques industrielles menées un peu partout dans le monde. Tout le monde conviendrait que la liberté du commerce et l'élimination des entraves à celui-ci pourraient dynamiser les relations de partenariat. Mais, il n'est jamais dit que le Commerce et plus particulièrement la liberté du commerce constitue un facteur de développement économique à lui tout seul.

A propos, si le libre-échange est un bon principe et qu'il est profitable à tous, pourquoi y a-t-il eu consensus en Europe pour un libre-échange entre les pays européens mais que ce même principe de libre-échange ne l'est plus quand il s'agit de le généraliser au Reste du Monde ?!

L'Europe craint toujours la concurrence américaine et, la PAC (Politique Agricole Commune) et « l'exception culturelle » sont là pour en témoigner. Conclusion : on préconise toujours de libéraliser à plus faible que soi. Pour ce qui est de la prise de conscience des pays riches, comme l'écrit, F. Roche dans un éditorial de l'Expansion, « elle n'en est qu'à ces début, et beaucoup d'hypocrisie suinte encore de bien de discours, notamment lorsqu'il s'agit de l'organisation des marchés agricoles, un débouché majeur pour la plupart des pays pauvres.⁶ »

Aujourd'hui, en 2002, la fièvre des premiers moments passée, les choses se tassent. J. E. Stiglitz, lui même, prix Nobel d'économie, critique violemment les institutions internationales, notamment le FMI, dans son dernier ouvrage⁷ : *la grande désillusion*. L'idée clef que l'on peut soustraire de son ouvrage est que les groupes financiers à l'échelle globale gèrent et servent leurs intérêts, au même titre d'ailleurs que les pays riches, et ce à travers les institutions internationales, notamment le FMI, qui, à dessein, a été détourné de sa vocation initiale. J. E. Stiglitz considère qu'« aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas » et qu'il est nécessaire de revoir les règles de fonctionnement de la mondialisation de telle sorte qu'elle assure une prospérité partagée.

5- Vers une économie équitable : la nécessité du co-développement version *Big Push*.

Tous les indices permettent déjà de se rendre compte que les inégalités vont en s'accroissant. La mondialisation ne doit pas accentuer les déséquilibres entre riches et pauvres, au moment même où l'on vit déjà une époque où l'on commence déjà à culpabiliser les pauvres, mais permettre de rapprocher le fossé qui sépare les pays du Sud des pays du nord. La mondialisation doit être construite dans son optique positive, car elle doit en avoir, à savoir une généralisation des Etats de droit, un commerce équitable pour tous et un échange

⁶ François ROCHE : « L'effet *Vicente fox* ». L'Expansion n°638. Du 1^o au 15 février 2001. Paris

⁷ Joseph E. STIGLITZ : « *La grande désillusion. Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas.* » Editions. Fayard. Paris, 2002.

d'information, de savoir, de techniques et de cultures. Jamais autant de richesses n'ont été produites sur notre planète, mais 1 milliard de personnes vivent avec moins d'un 1 \$ par jour... En principe, ce à quoi devrait aboutir la mondialisation serait une tendance à l'égalisation des niveaux de vie à travers toute la planète et que disparaissent à jamais les notions de *pays en voie de développement* ou de *Tiers-Monde*. Une utopie peut-être ?

Aujourd'hui, l'aide actuelle apportée par les pays riches aux pays pauvres, censée être 0,7% de leur PIB, ne dépasse guère 0,2%⁸. Elle est même en baisse. Pour aider véritablement le Tiers-monde et lui permettre de décoller, il faut une aide financière d'envergure⁹. Celle-ci aura pour objectif la construction d'un grand réseau d'infrastructures et de permettre globalement de transformer la société aux moyens de politiques d'accompagnement audacieuses dans les domaines de formation, éducation, savoir-faire, santé, etc. Le reste suivra. Les pays riches sont mesure de mener une politique d'aide à grande échelle en direction des pays du Sud. Il faut augmenter massivement l'aide et, le manque de *bonne gouvernance* ne doit pas servir de prétexte pour ne rien faire.

Certains défendent l'idée que le développement du Tiers-monde constitue un danger pour les pays industrialisés (perte d'emploi, baisse du niveau de vie, concurrence déloyale causée par le *dumping social*, etc.). Mais, en réalité, cela devrait être profitable à tous, comme le démontre le célèbre P. R. Krugman, dans son livre, *la mondialisation n'est pas coupable*¹⁰. Krugman conclut que « *la croissance économique du Tiers-monde est une opportunité, pas une menace.*

⁸ Marc Chevalier : « *Le monde est-il de plus en plus inégal ?* » In, Alternatives économiques, Hors série n°52. L'état de l'économie, 2^e trimestre 2002.

⁹ A ce niveau, on pourrait faire le parallèle avec l'idée lancée par Jeffrey Sachs, l'économiste vedette aux USA, d'un plan Marshall en faveur de l'Afrique et du Moyen orient. Cf. Emmanuel LECHYPRE et Laurence VILLE : « *Monsieur Bush, il est temps d'aider les pays pauvres* ». Interview avec Jeffrey SACHS. Dossier : Comment faire enfin décoller les pays pauvres. In, l'Expansion n° 659 du 20 décembre 2001 au 22 janvier 2002. Paris

¹⁰ P. R. KRUGMAN : « *La mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre échange* ». Editions La découverte. Paris, 2000.

C'est la peur de la réussite du tiers-monde, pas cette réussite elle même, qui représente un réel danger pour l'économie mondiale »¹¹.

Les idées que sont le micro-crédit, la taxe Tobin, le commerce équitable, l'ouverture des marchés agricoles, la mobilisation des capitaux privés nationaux, l'encouragement des IDE, etc., sont autant de possibilités à explorer, certes, mais elles restent insuffisantes. Il faut un moyen radical : le maître mot doit être celui de la nécessité de développer le Tiers-monde. L'heure aujourd'hui est celle de la *révolution de l'information*, le fossé ne fait que s'élargir entre le Nord et le Sud et il y a là un rôle que devraient jouer l'Europe et le Monde occidental. Aussi, la formation, le management des connaissances, des savoirs et d'une manière plus globale, la généralisation de l'usage et par la suite la maîtrise de l'informatique et des NTIC, etc., constituent-ils les enjeux d'aujourd'hui avant d'être ceux de demain.

A ce niveau, il est difficile de ne pas faire allusion aux travaux de Jean-Jacques Servan-Schreiber¹², dans son ouvrage: *Le Défi mondial*. La thèse développée par Servan-Schreiber est que *«toutes les tentatives pour venir en aide aux pays du Tiers Monde depuis plus de trente ans ont échoué... Or l'Occident ne peut rebondir hors de la crise et vers un plein emploi des facultés de chacun qu'en équipant, en développant tout le Tiers Monde.» « L'ordinateur représente un outil providentiel qui permet aux pays pauvres de brûler les étapes du développement et de sauter à la société postindustrielle sans parcourir les stades intermédiaires. Il faut donc «consacrer à l'informatisation mondiale les moyens financiers considérables qu'elle exige».*

Pour conclure disons qu'aujourd'hui, l'échec de la planification centralisée est confirmé, certes. Mais la régulation par le Marché montre aussi ses limites. Entre le *Tout Etat* et le *Tout Marché*, existe certainement un point d'équilibre. Tant au point de vue national qu'international, c'est ce juste milieu qui serait capable d'assurer une

¹¹ P. R. KRUGMAN : Idem. Page 80.

¹² Armand MATTELART : « Utopies et réalités de la communication ».

économie équitable, donc pérenne. A juste titre, après l'orthodoxie libérale pratiquée durant les années 90, l'Etat et les politiques keynésiennes semblent être de retour un peu partout dans le monde (USA, Europe)¹³. Les évènements dramatiques du 11 septembre sont là aussi pour nous rappeler qu'il y a là nécessité de penser fondamentalement au développement du Sud¹⁴. Mais faudrait-il pour cela prendre les moyens pour le concrétiser. Car sans cela, on restera toujours à *tourner autour du pot* et à se lamenter sur le sort du Tiers-monde.

¹³ Jacques Adda : « *Le retour des politiques keynésiennes* ». In. Alternatives économiques, Hors série n°52. L'état de l'économie. 2° trimestre 2002.

¹⁴ Cette approche, commence d'ailleurs à porter ses fruits, puisque l'ONU a annoncé la création d'un comité d'étude autour des moyens concrets et nouveaux de subvenir aux besoins financiers des pays Pauvres. En plus, l'ordre du jour de la dernière rencontre de Davos, où se rencontrent d'habitude les artisans de la mondialisation, s'est intéressé tout de même à la manière de limiter le fossé qui sépare les pays riches des pays en développement.